

*Initiatives ministérielles*

Voilà encore une autre occasion ratée. Dans son histoire récente, notre pays n'a jamais eu autant besoin d'un leadership fort dans autant de domaines. Le ministère du Développement des ressources humaines n'échappe pas à la règle. Ce ministère a des répercussions sur la vie de ceux dont la situation socio-économique est la plus précaire dans notre pays.

Nous sympathisons avec le gouvernement. Il se trouve effectivement dans une situation difficile. Ce n'est toutefois pas une raison pour ne rien faire, d'autant plus que notre parti a proposé des solutions énergiques pour régler ces problèmes très importants. Le développement des ressources humaines est dans un état critique et il risque en fait de s'effondrer.

D'une part, la demande s'accroît, et de l'autre, à cause de l'augmentation de la dette, nous avons moins d'argent à consacrer aux programmes sociaux. Il y a un fait important à retenir: en 2010, chaque dollar et chaque cent qui entreront dans les coffres du gouvernement fédéral serviront uniquement à payer l'intérêt sur la dette et le coût des programmes sociaux. Que fera le gouvernement quand ce jour viendra, c'est-à-dire dans à peine 15 ans? Que fera-t-il?

Nous avons besoin de programmes bien pensés afin d'asseoir nos programmes sociaux sur des assises financières solides. Si nous ne faisons pas cela, nous tomberons face première. Ce sont les plus démunis qui souffriront le plus. Ce ne sont pas les personnes dans cette salle qui vont souffrir; ce sont les gens qui fréquentent les soupes populaires, ceux qui ne peuvent donner à manger à leurs enfants autre chose que du macaroni au fromage, ceux qui sont inemployables et ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Ce sont eux qui vont essayer le coup. Ce sont eux qui devront composer avec la situation, mais ils ne pourront le faire.

• (1040)

On a reproché au Parti réformiste de proposer une politique de la terre brûlée. Mes collègues et moi-même n'aurions pas adhéré à ce parti si c'était le cas. Je crois que tous les députés ont à coeur le maintien des programmes sociaux dans l'avenir. Nous ne voulons pas voir les gens souffrir. Toutefois, la pire menace pour les programmes sociaux consiste à ne rien faire. L'inaction menace les programmes sociaux. Elle les fait imploser. Les soins de santé sont rationnés. Les programmes sociaux le sont également. L'aide sociale a subi des compressions généralisées. C'est justement ce qui empêche les personnes qui ont vraiment besoin de ces programmes d'avoir une qualité de vie.

Les enfants sont les plus durement touchés. Ils sont mal alimentés, ce qui compromet leur croissance et leur santé.

Le coût de la Sécurité de la vieillesse atteint actuellement 19,1 milliards de dollars et il augmente rapidement. D'ici 15 ans, le nombre de personnes âgées aura augmenté de 40 p. 100. Comment allons-nous pouvoir en supporter le coût financier? Il n'existe aucun plan de prestation de la Sécurité de la vieillesse à ces personnes.

Le Régime de pensions du Canada accuse une dette de 500 milliards de dollars, un montant dont il n'est pas tenu compte dans le calcul de la dette. Cette situation n'est pas saine du point de vue actuariel. Aucun plan n'a été établi pour remédier à cette situation.

Le Parti réformiste a prévu un plan de création de super REER. J'espère que le gouvernement l'examinera sérieusement et collaborera avec nous à la mise en oeuvre de ce programme pour que les personnes qui en ont besoin puissent recevoir des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada.

Je voudrais faire quelques suggestions constructives. Nous devons tout d'abord réduire le double emploi et décentraliser. Il est tragique que le référendum ait porté en partie sur la décentralisation car c'est une chose qui va se produire dans toutes les provinces. Je considère comme une tragédie que le pays soit notamment divisé sur la question de la décentralisation car elle est inévitable.

En fait, l'article 6 du projet de loi a l'effet contraire. Il renforce l'emprise fédérale au lieu de décentraliser les pouvoirs. La décentralisation des pouvoirs n'apportera pas nécessairement des souffrances aux gens. En fait, elle permettra de réduire le double emploi et de consacrer plus d'argent aux prestataires.

Le gouvernement peut assumer un rôle de leadership en s'entendant avec les provinces sur une norme générale minimum en vue d'établir des normes similaires pour les provinces et de veiller à ce que les provinces les plus pauvres ne souffrent pas. C'est un défi, mais il n'est pas impossible à relever.

Deuxièmement, nous devons établir des priorités en ce qui concerne les dépenses. À mes yeux, il ne fait aucun sens de faire des compressions générales alors que ce que nous devons faire, c'est fixer des priorités. C'est pénaliser tout le monde: ceux qui abusent du programme et les autres.

En Colombie-Britannique, on s'est penché sur la question de l'aide sociale. On a examiné le cas de 780 assistés sociaux. De ce nombre, 280 n'avaient pas besoin de l'aide sociale et abusaient de façon flagrante du système. Après avoir examiné ces 780 cas, la province s'est arrêtée. La situation était trop incendiaire pour que l'on continue. C'est beaucoup de gens. Cet argent serait mieux utilisé s'il servait à réduire la dette et à venir en aide à ceux qui en ont vraiment besoin. Faire des compressions générales ne fait que faire souffrir davantage les plus démunis.

Nous devrions nous concentrer sur la formation. Assurons-nous qu'il y ait suffisamment de fonds pour donner une formation aux chômeurs.

Nous devons aussi réduire le fardeau fiscal. Il a été beaucoup question d'imposer les riches et les sociétés. Toutefois, la réalité est que ce sont les petites et moyennes entreprises qui créent les emplois dans notre pays.

• (1045)

Que nous disent les petites et moyennes entreprises? Elles nous disent que le fardeau fiscal actuel les empêche de soutenir la concurrence à l'étranger. Si beaucoup de boutiques et d'indus-